

Evolution de l'inflation en 2023 et perspectives pour 2024

Les prix à la consommation finale des ménages ont augmenté de 7,4 % en 2023, tirés principalement par les prix des produits alimentaires qui ont grimpé de 11,1%.

Pour mémoire, c'est la troisième fois en 29 ans que le Cameroun connaît un taux d'inflation aussi élevé après respectivement 32,5% et 9,0% en 1994 et 1995 à la suite de la dévaluation de 50% du Franc CFA intervenue le 11 janvier 1994. Ce sont surtout les prix des produits alimentaires et les coûts des transports qui ont contribué à cette flambée inflationniste. Sur les trois dernières années 2021 à 2023, l'inflation cumulée a atteint 16,7% ; résultant d'une forte augmentation des prix à la consommation en 2022 et 2023, après plus d'une décennie de stabilité entre 2009 et 2021 au cours de laquelle le taux d'inflation n'avait pas dépassé 3%.

Pour l'année 2023, cette inflation découle de divers facteurs à la fois nationaux et internationaux :

Au niveau national, la réduction des subventions sur les prix des hydrocarbures, les perturbations climatiques et les défis sécuritaires, en particulier dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, ont contribué à alimenter l'inflation.

Au niveau international, les tensions liées au conflit russo-ukrainien, les séquelles de la pandémie du COVID-19, les fluctuations du FCFA par rapport au dollar américain et le développement du phénomène El Niño¹ (qui est à l'origine de sécheresses, d'inondations et de catastrophes naturelles) ont été les principaux contributeurs à l'inflation. Cependant, la communauté internationale a œuvré pour faire baisser l'inflation, avec le rétablissement de l'efficacité des chaînes d'approvisionnement internationales, la baisse des prix mondiaux des produits de base et des frais de transport, ainsi que l'adoption par la plupart des banques centrales d'une politique monétaire restrictive.

Il en résulte que les prix des produits locaux ont enregistré une augmentation plus marquée de 8,1% comparativement à ceux des produits importés qui ont grimpé de 5,6%.

En tenant compte du réajustement de 15% des prix à la pompe à compter du 1^{er} février 2024 et des incertitudes géopolitiques, particulièrement les tensions persistantes au Proche-Orient deux ans après le début du conflit russo-ukrainien, le taux d'inflation devrait se maintenir aux alentours de 7% en 2024.

1. Evolution nationale et régionale de l'inflation en 2023

Les tensions inflationnistes persistent et touchent l'ensemble des villes :

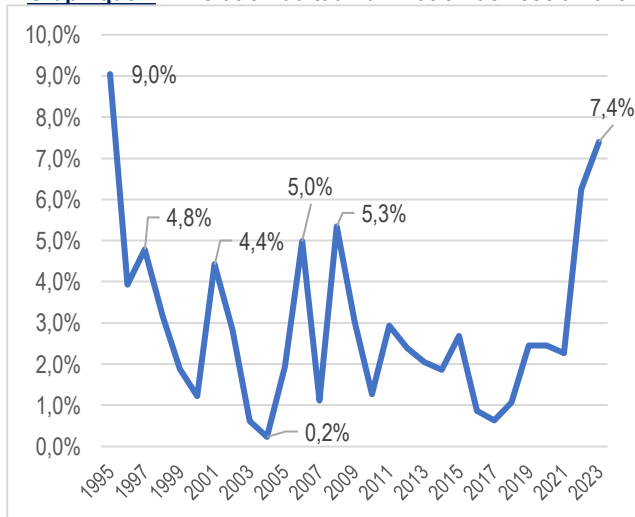
En 2023, le taux d'inflation a atteint 7,4%, marquant une augmentation par rapport à 2022 (+6,3%). Ce niveau demeure élevé en comparaison avec l'histoire économique récente, caractérisée par un taux d'inflation annuel moyen de 2,4% de 1996 à 2021. Au cours de cette période, les taux les plus élevés ont été enregistrés en 1997, 2001, 2006 et 2008 avec respectivement 4,8 %, 4,4 %, 5,0 % et 5,3 %.

L'année 2023 a été marquée par la vigueur de l'inflation à partir de février. La hausse des prix sur un an s'est d'abord située autour de 8,2 %, avec un pic à 8,5 % en mars. Elle a décéléré progressivement pour revenir à 6,8% en octobre et terminer l'année à 5,9%.

Au niveau régional, les taux d'inflation les moins élevés sont enregistrés dans les villes de Bamenda (6,0%), Buéa (6,8%), Bafoussam (7,0%) et Garoua (7,1%). Les villes de Ngaoundéré (8,4%), Bertoua (8,0%), Douala (7,7%) et Maroua (7,6%) connaissent les hausses de prix les plus prononcées.

Les produits alimentaires suivis des biens et services de transport constituent le premier moteur de l'inflation : Ensemble, ces deux postes, représentant environ 44% des dépenses de consommation finale des ménages, ont été les principaux contributeurs à la hausse des prix. Les produits alimentaires ont enregistré une progression de 11,1%. Parallèlement, les coûts associés à la composante "transport" ont également exercé une pression à la hausse sur l'inflation, affichant une augmentation de 15,0%. La hausse des prix des produits alimentaires peut être attribuée en grande partie au renchérissement des légumes, des pains et céréales, des fruits, ainsi que des poissons et fruits de mer. En ce qui concerne le transport, l'inflation, qui s'est installée de manière durable à partir de février 2023, est directement liée à l'augmentation du prix du carburant à la pompe, observée à compter du 1^{er} février 2023.

Graphique 1 : Evolution du taux d'inflation de 1995 à 2023



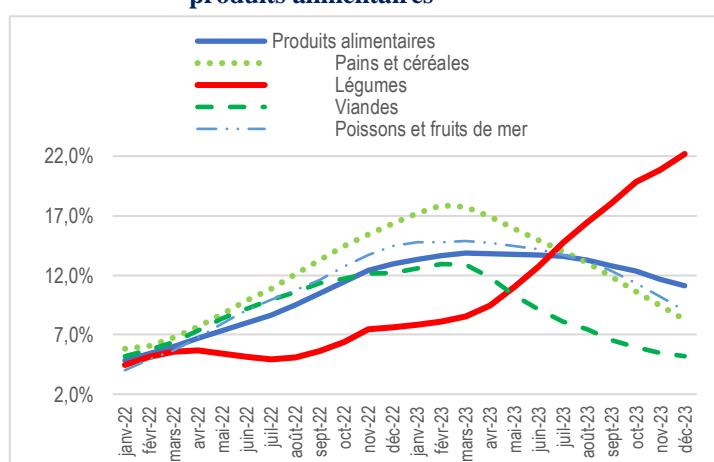
¹ El Niño est un phénomène climatique caractérisé par des températures de surface plus chaudes que la normale dans l'océan Pacifique équatorial

2. Evolution des prix des produits alimentaires

La hausse des prix des produits alimentaires se poursuit, à un rythme moindre

La progression des prix des produits alimentaires a connu un ralentissement, passant de 12,9% en 2022 à 11,1% en 2023, tout en restant à un niveau élevé. L'augmentation est principalement notable pour les légumes qui ont enregistré une hausse de 22,2%. Le ralentissement de la hausse des prix est constaté dans plusieurs catégories de produits alimentaires. Ainsi, les prix des pains et céréales augmentent de 8,3% après une hausse de 16,3% en 2022, ceux des poissons et fruits de mer connaissent une augmentation de 9,0% après une hausse de 12,4% en 2022, les huiles et graisses enregistrent une hausse de 5,7% après une augmentation de 16,4% en 2022, les prix du lait, du fromage et des œufs connaissent une hausse de 7,8% après une augmentation de 10,7% en 2022, et enfin, les prix des viandes augmentent de 5,2% après une hausse de 6,5% en 2022. Les fruits quant à eux, voient leur prix augmenter de 14,3% après une hausse de 11,0% en 2022.

Graphique 2 : Evolution en moyenne annuelle des prix des produits alimentaires



L'augmentation des prix des légumes est due principalement à celle des prix des légumes frais en fruit ou en racine comprenant des produits tels que oignons, tomates fraîches, haricot vert, courges), des légumes secs et oléagineux (comme arachides décortiquées, haricots secs, gombos secs, pois secs, graines de courge et « djansan »), des légumes frais en feuilles ainsi que des tubercules et plantains (plantains, banane douce, macabo, patate fraîche et manioc frais).

Les prix des pains et céréales ont augmenté en raison de la hausse des prix des produits tels que maïs en grain, mil, sorgho, riz, farine de maïs, farine de petit mil, beignet de fabrication traditionnelle à base de farine de maïs, de blé ou de manioc, et pains de blé artisanal.

Le comportement observé des prix des poissons et fruits de mer découle de l'augmentation des prix des poissons frais, des poissons et autres produits de la mer congelés, des poissons et autres produits de la mer séchés ou fumés, ainsi que des autres conserves de poisson.

Les hausses des prix de la volaille, de la viande de bœuf, de la viande de porc, de la viande de mouton et de la viande de chèvre ont considérablement contribué à l'augmentation des prix de la viande.

La hausse de 5,7 % des prix des huiles et graisses est principalement due à l'augmentation des prix des huiles brutes, des huiles raffinées et des autres matières grasses telles que la pâte d'arachide locale et la noix de palme.

Les prix des « laits, fromages et œufs » ont enregistré une augmentation du fait de la hausse des prix du lait et, dans une moindre mesure, des autres produits laitiers.

Les prix des produits regroupés sous la catégorie « sucres, confitures, miels, chocolats et confiseries » ont augmenté de 6,9 %, principalement en raison de la hausse des prix du sucre, ainsi que des prix des confitures, des miels, des chocolats et des confiseries.

Sur le plan international, l'on note une certaine détente des prix des produits alimentaires sur les marchés internationaux. L'indice FAO des prix des produits alimentaires, qui suit l'évolution mensuelle des cours internationaux des produits alimentaires de base les plus couramment échangés, a en effet reculé de 13,7% en 2023, avec un repli marqué pour les huiles végétales et les céréales². Cependant, le prix du riz a connu une augmentation de 21% au cours de la même période en grande partie en raison de craintes quant à l'impact du phénomène El Niño sur la production de riz et sous l'effet des restrictions à l'exportation imposées par l'Inde.

Au niveau local, les prix des produits alimentaires ont grimpé pour diverses raisons : (i) la faible production nationale due à des capacités de production réduites, des conditions météorologiques défavorables ayant entraîné de mauvaises récoltes et des pertes de bétail, et la crise sécuritaire dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, limitant la production et la distribution des produits ; (ii) les difficultés d'approvisionnement des principaux centres de consommation; (iii) les répercussions partielles des hausses de coûts des matières premières et des intrants agricoles, sur les prix de vente aux consommateurs ; (iv) les stocks de sécurité insuffisants et la pénurie de certains produits y compris les produits pétroliers.

En ce qui concerne les produits importés, le conflit entre l'Ukraine et la Russie a entraîné des perturbations dans l'offre. Les coûts de production locale de nombreux biens et services ont augmenté en raison de l'augmentation des prix des intrants agricoles et d'autres matières premières sur le marché international.

Face à cette conjoncture internationale qui exerçait déjà une pression sur les prix en fin 2022, le Gouvernement a maintenu en 2023 les mesures existantes et a introduit de nouvelles mesures pour contrer l'inflation importée et encourager la production locale. Ainsi, dans la Loi de finances 2023, les semences, les engrais et les produits agricoles ont été exemptés de taxes à l'importation. De plus, les boissons utilisant des ingrédients locaux bénéficient d'une réduction de 30 % des droits d'accises. En plus des subventions et des exonérations, le Gouvernement renforce le contrôle des prix, organise des ventes promotionnelles des produits de consommation courante, élargit la liste des produits soumis à des prix réglementés et encourage les opérateurs économiques à bloquer les prix de plusieurs produits de grande consommation pendant plusieurs jours.

² D'ordinaire, lorsque les prix alimentaires internationaux chutent, l'inflation alimentaire met 6 à 12 mois pour baisser à son tour dans les pays, et la baisse des prix se transmet presque complètement aux prix des denrées importées.

3. Les autres sources de l'inflation

Le niveau général des prix a enregistré une augmentation de 7,4 %, en grande partie en raison de la forte hausse des prix des produits alimentaires, qui ont connu une augmentation à deux chiffres de 11,1 %. Aussi, les coûts liés aux transports ont connu une croissance de prix de 15,0 %.

La hausse des coûts de transport est principalement attribuable à l'augmentation des prix du carburant et des services de transport (en particulier du transport routier et, dans une moindre mesure, du transport aérien).

Biens locaux/Biens importés : l'inflation est plus d'origine locale qu'importée

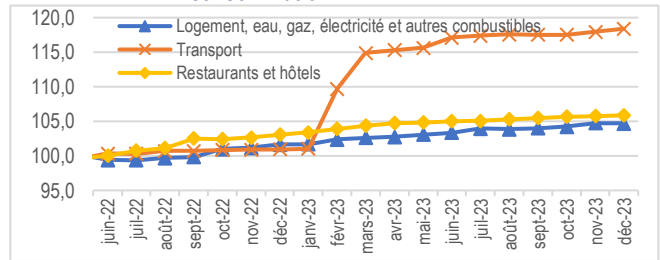
L'inflation est principalement alimentée par la hausse des prix des produits locaux. L'inflation des produits locaux se situe à 8,1 %, principalement en raison de la persistance des pressions sur les prix des produits alimentaires et pétroliers, des fluctuations des taux de change ainsi que des variations climatiques. Malgré la levée de l'état d'urgence sanitaire lié à la Covid-19 en mai 2023 par l'Organisation Mondiale de la Santé, la baisse des prix internationaux de l'énergie et la réduction des perturbations dans les chaînes d'approvisionnement, l'inflation des produits importés, bien qu'en baisse, demeure élevée (+5,6%).

L'inflation reste en grande partie entretenue par les prix des produits frais

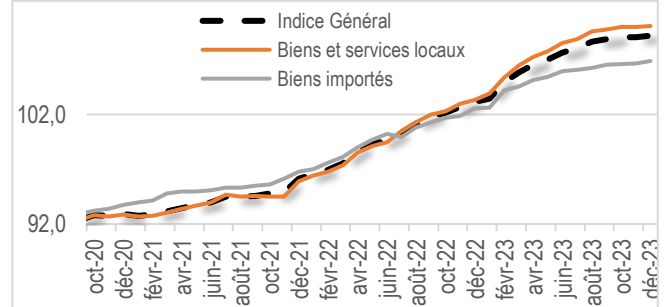
Les prix des produits frais ont enregistré une hausse de 15,1 %. L'inflation sous-jacente, calculée en excluant les produits à prix plus volatils afin de mettre en lumière les tendances inflationnistes fondamentales, s'est renforcée, atteignant +6,0 %, après +5,6 % en 2022.

De leur côté, les prix de l'énergie ont augmenté de 8,4 %, en lien avec la hausse des prix du carburant.

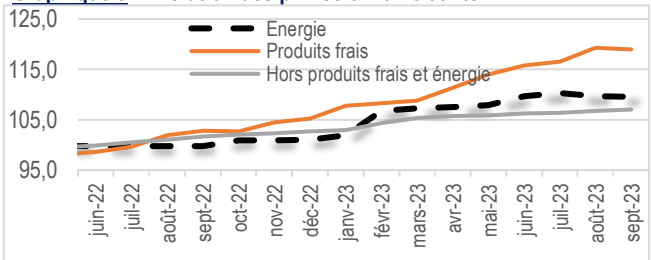
Graphique 3 : Evolution des prix de quelques autres fonctions de consommation



Graphique 4 : Evolution des prix selon l'origine



Graphique 5 : Evolution des prix selon la volatilité



4. Conclusion et perspectives pour 2024

Les tensions inflationnistes, qui ont pris racine en 2021 à cause du COVID-19, puis ont commencé à monter en puissance au cours de l'année 2022 avec le conflit russo-ukrainien, ont continué de s'intensifier en 2023, conduisant le pays à un taux d'inflation de +7,4%. Dans un contexte mondial caractérisé par la normalisation des chaînes d'approvisionnement, la baisse des prix de l'énergie et des denrées alimentaires, l'adoption de mesures de resserrement de la politique monétaire par la plupart des banques centrales, une diminution de l'inflation devrait être envisageable pour 2024. Cependant, il est prévisible qu'à la suite de la révision à la hausse des prix du carburant le 03 février 2024 et la répercussion directe ou indirecte sur les autres prix, notamment ceux du transport, des produits vivriers et des produits manufacturiers, le taux d'inflation se situe aux alentours de 7,0% en fin 2024.

Face à la perspective des tensions inflationnistes en 2024 et dans le but de réduire davantage la dépendance extérieure du Cameroun, la politique de transformation structurelle de l'économie, socle de la Stratégie Nationale de Développement 2020-2030 (SND30) mérite d'être accélérée. Ceci est d'autant plus crucial si le conflit russo-ukrainien et les tensions au Proche-Orient perdurent, avec des conséquences inflationnistes potentiellement persistantes.

Un levier essentiel pour accroître l'offre diversifiée de produits agricoles est le développement des unités de production et la facilitation de l'accès aux intrants agricoles tels que les engrais chimiques, les herbicides, les semences, etc., ainsi que le soutien à la production agricole.

Il est également nécessaire de poursuivre le développement des infrastructures routières et de communication afin de désenclaver les bassins de production de cultures vivrières ainsi que l'intensification des actions d'atténuation des impacts du changement climatique ; ce qui devra contribuer

à soutenir une offre constante des produits alimentaires agricoles tout au long de l'année.

Sur le plan énergétique, l'accélération de la restructuration/modernisation de la SONARA, et la valorisation de l'énergie hydroélectrique produite dans les barrages par leur mise en service devraient contribuer considérablement à améliorer la distribution de l'énergie hydroélectrique moins chère aux entreprises et aux ménages. De plus, le développement des sources d'énergie alternatives à des coûts accessibles, notamment le solaire et l'éolien, mérite une attention accrue.

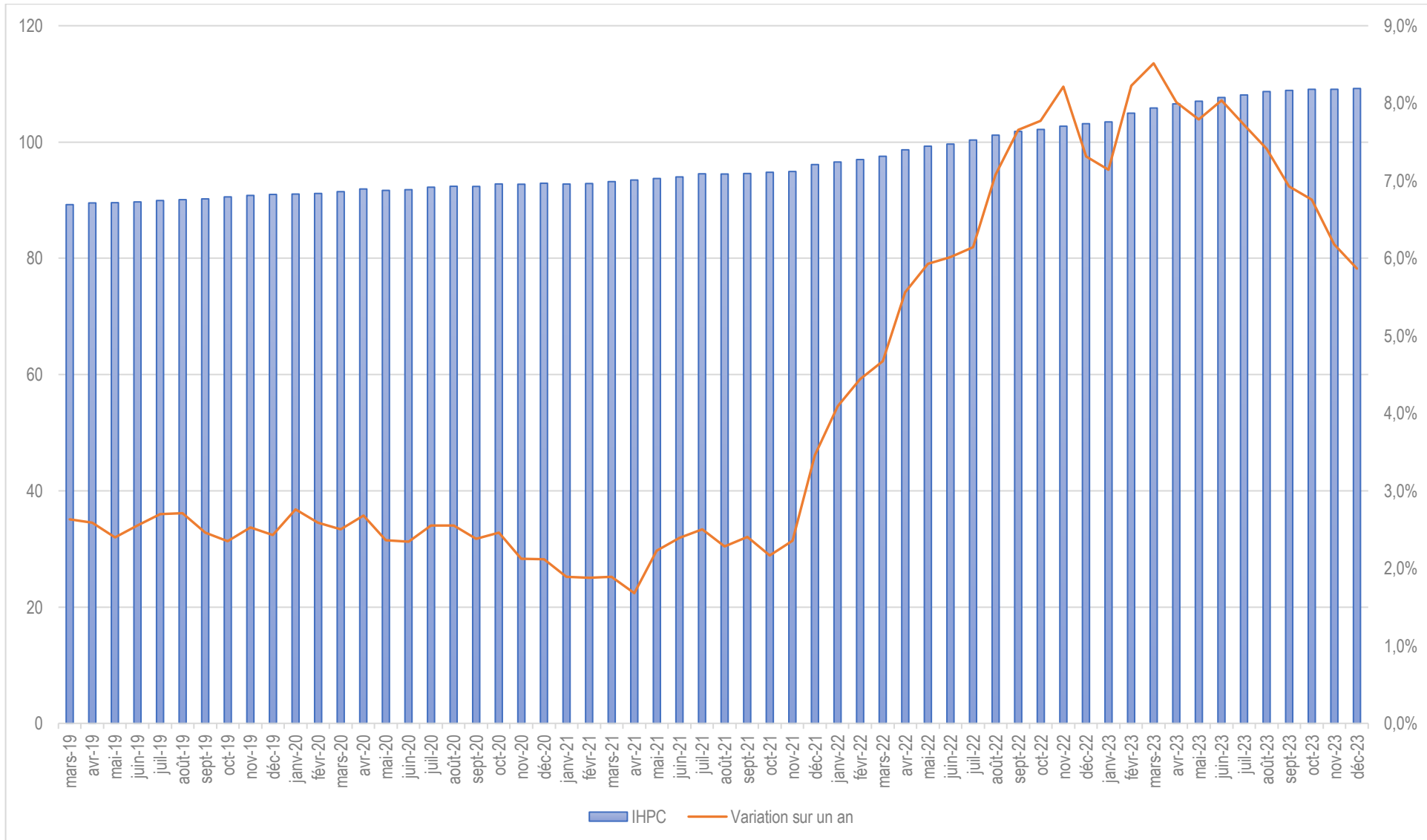
Des actions structurelles telles que l'amélioration de la compétitivité des entreprises, du climat des affaires ainsi que la lutte contre les oligopoles, les monopoles, les ententes et les abus de position dominante doivent se poursuivre. Il est également impératif d'intensifier les contrôles sur les marchés pour prévenir d'éventuelles dérives liées à la revalorisation des salaires. /-

**Tableau 1 : Evolution de l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation par fonctions et groupes secondaires en 2023
(Base 100 année 2022)**

Déclinaisons	Indice												Variations		
	Janv-23	Févr-23	Mars-23	Avril-23	Mai-23	Juin-23	Juil-23	Août-23	Sept-23	Oct-23	Nov-23	Déc-23	Année 2023	Année -23/ Année -22	Année -22/ Année -21
FUNCTION DE CONSOMMATION															
Produits alimentaires et boissons non alcoolisées	106,6	107,1	107,4	108,7	109,8	110,9	111,9	113,3	113,6	114,0	113,5	113,5	110,8	10,8%	12,7%
Produits alimentaires	106,7	107,3	107,6	108,9	110,0	111,2	112,2	113,6	113,9	114,3	113,9	113,8	111,1	11,1%	12,9%
Pains et céréales	105,3	106,6	107,3	108,0	107,9	109,1	108,7	110,3	110,9	109,2	108,0	107,9	108,3	8,3%	16,3%
Viandes	103,5	104,0	104,4	104,8	105,0	105,2	105,8	106,5	105,5	105,1	105,8	106,8	105,2	5,2%	12,2%
Poissons et fruits de mer	106,4	107,7	109,3	107,7	109,0	109,3	108,3	109,7	110,9	110,9	109,7	109,5	109,0	9,0%	14,4%
Lait, fromage et œuf	104,8	105,6	106,5	106,5	106,9	107,0	107,7	107,9	108,4	111,1	110,3	110,3	107,8	7,8%	10,7%
Huiles et graisses	111,2	110,0	108,5	106,3	104,8	105,3	104,9	104,2	103,9	103,7	102,6	103,2	105,7	5,7%	27,0%
Fruits	109,3	110,9	112,0	113,0	112,5	115,0	117,0	117,1	113,2	114,7	116,8	119,8	114,3	14,3%	-3,0%
Légumes	108,9	108,7	108,6	114,7	119,2	121,9	125,2	129,3	130,4	133,9	133,4	131,9	122,2	22,2%	7,6%
Sucre, et confiserie	104,6	105,1	105,8	106,6	106,5	108,1	108,0	108,5	107,6	107,3	107,1	107,3	106,9	6,9%	4,8%
Produits alimentaires n.c.a	106,5	107,3	106,6	107,2	107,8	108,0	112,0	110,4	111,4	110,2	111,3	111,6	109,2	9,2%	12,0%
Boissons non alcoolisées	101,9	102,3	102,5	102,7	102,7	102,8	102,9	103,0	103,1	103,1	103,1	103,1	102,8	2,8%	4,2%
Boissons alcoolisées, tabacs et stupéfiants	101,7	101,9	102,2	103,6	103,7	103,8	103,9	104,1	104,0	104,1	104,0	104,1	103,4	3,4%	4,1%
Habillement et chaussures	102,1	102,6	103,0	104,1	104,1	104,4	104,6	105,0	105,2	105,3	105,4	106,3	104,3	4,3%	4,0%
Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles	101,7	102,4	102,6	102,7	103,1	103,4	103,9	103,8	104,0	104,2	104,7	104,7	103,4	3,4%	1,9%
Meubles, articles de ménage et d'entretien courant	105,2	105,7	106,3	107,0	107,3	107,5	107,5	107,6	107,7	107,9	108,1	108,0	107,2	7,2%	5,6%
Santé	100,5	100,6	100,7	100,8	100,8	100,8	100,9	101,0	101,0	101,0	101,0	101,1	100,8	0,8%	0,4%
Transports	101,1	109,7	114,9	115,3	115,6	117,1	117,4	117,6	117,5	117,5	117,9	118,4	115,0	15,0%	2,7%
Communications	100,3	100,4	100,4	100,4	100,4	100,4	100,3	100,4	100,4	100,4	100,4	100,3	100,4	0,4%	0,8%
Loisirs et culture	101,1	101,2	101,4	101,4	101,5	101,5	101,7	102,3	102,6	102,6	102,6	102,7	101,9	1,9%	1,7%
Enseignement	102,2	102,3	102,3	102,3	102,3	102,3	102,6	103,7	104,4	104,5	104,5	104,5	103,2	3,2%	2,5%
Restaurants et hôtels	103,4	103,9	104,3	104,7	104,8	105,0	105,0	105,3	105,5	105,7	105,8	105,9	104,9	4,9%	6,3%
Biens et services divers	103,6	104,2	104,3	104,8	105,1	105,4	105,5	105,6	106,0	106,2	106,3	106,5	105,3	5,3%	4,0%
INDICE GENERAL	103,5	105,0	105,8	106,6	107,0	107,7	108,1	108,7	108,9	109,1	109,1	109,2	107,4	7,4%	6,3%

Déclinaisons	Indice												Variations		
	Janv-23	Févr-23	Mars-23	Avril-23	Mai-23	Juin-23	Juil-23	Août-23	Sept-23	Oct-23	Nov-23	Déc-23	Année 2023	Année -23/ Année -22	Année -22/ Année -21
NOMENCLATURES SECONDAIRES															
Biens et services locaux	103,9	105,4	106,5	107,3	107,8	108,5	108,9	109,6	109,8	110,0	110,0	110,1	108,1	8,1%	6,4%
Biens importés	102,6	104,2	104,5	105,1	105,5	106,0	106,1	106,3	106,5	106,6	106,7	106,9	105,6	5,6%	5,0%
Energie	102,0	106,8	107,2	107,5	107,9	109,6	110,3	109,7	109,6	109,7	110,5	110,3	108,4	8,4%	0,6%
Produits frais	107,8	108,2	108,7	111,3	114,0	115,7	116,5	119,3	119,0	120,5	120,3	120,3	115,1	15,1%	10,2%
Hors produits frais et énergie	103,0	104,3	105,3	105,8	105,8	106,3	106,4	106,7	107,0	107,0	107,0	107,1	106,0	6,0%	5,6%
CAPITALES REGIONALES															
Yaoundé	103,1	105,1	106,1	107,2	107,4	107,5	107,8	108,6	108,7	108,8	108,7	108,8	107,3	7,3%	6,2%
Douala	104,0	105,0	105,8	106,6	107,2	107,8	108,2	109,0	109,4	109,8	109,8	109,7	107,7	7,7%	5,7%
Maroua	103,0	103,7	104,8	105,7	106,6	108,8	108,4	109,4	110,1	110,3	109,9	110,0	107,6	7,6%	6,4%
Bafoussam	104,2	105,8	105,9	106,1	106,3	106,9	107,4	108,0	108,2	108,2	108,2	109,0	107,0	7,0%	7,3%
Buéa	103,1	104,9	105,9	106,3	107,1	107,1	107,8	107,2	108,0	108,0	108,2	108,7	106,8	6,8%	7,1%
Garoua	104,5	104,9	105,5	105,6	105,8	107,0	108,3	108,1	108,5	108,5	109,3	108,7	107,1	7,1%	5,4%
Ebolowa	103,3	105,4	106,6	106,5	106,8	107,7	108,1	108,4	108,3	108,7	108,3	109,2	107,3	7,3%	5,7%
Ngaoundéré	102,0	105,2	105,8	106,0	107,5	109,1	110,4	110,9	110,7	110,3	110,9	111,5	108,4	8,4%	7,4%
Bertoua	102,7	104,7	106,7	108,6	108,2	108,6	109,0	110,3	109,0	109,4	109,1	109,4	108,0	8,0%	5,5%
Bamenda	103,5	104,8	105,6	105,8	105,9	105,8	106,3	106,5	106,8	106,7	106,7	107,1	106,0	6,0%	6,8%

Graphique 6 : Indice des prix à la consommation et son évolution en pourcentage sur un an



Note de lecture :

La variation sur un an (ou en glissement annuel) est utilisée pour évaluer comment les prix changent d'une année à l'autre pour un mois donné. Par exemple, avec une variation de 5,9% en décembre 2023, un produit qui coûtait en moyenne 100 FCFA en décembre 2022 coûterait en moyenne 105,9FCFA en décembre 2023. Une baisse constante de cette variation (comme c'est le cas depuis avril 2023) pourrait indiquer une tendance à la baisse de l'inflation calculée sur la base de la variation en moyenne annuelle.

Annexes

Annexe 1 : Causes de l'inflation

Annexe 2 : Effets de l'inflation sur l'économie

Annexe 3 : Quelques outils de lutte contre l'inflation

Annexe 1 : Causes de l'inflation

1. Définition de l'inflation

L'inflation se définit comme un phénomène économique caractérisé par une augmentation générale et durable des prix des biens et services dans une économie sur une période de temps donnée.

Elle est généralement causée par un déséquilibre entre l'offre et la demande de biens et services dans une économie. Il existe plusieurs facteurs qui peuvent contribuer à l'inflation, quelques-unes des causes courantes sont présentées ici. Il est important de noter que les principaux facteurs ci-dessous ne sont pas mutuellement exclusifs et peuvent souvent interagir entre eux pour influencer l'inflation. Par exemple, une augmentation des coûts de production peut être causée par une augmentation des prix des matières premières due à une pénurie causée par une catastrophe naturelle, qui entraîne une augmentation des prix pour les consommateurs.

2. Inflation causée par l'augmentation de la demande

Elle peut découler d'une création excessive de monnaie, d'une croissance économique rapide, d'une augmentation des dépenses publiques, d'une croissance démographique, d'un effet de rattrapage post-crise (comme après une pandémie, par exemple) ou d'autres facteurs qui stimulent la demande. Lorsque la demande de produits augmente mais que l'offre ne parvient pas à suivre cette croissance, les prix ont tendance à augmenter. Les entreprises mettent en œuvre des programmes d'investissement pour accroître leur capacité de production et recrutent de nouveaux employés, stimulant ainsi davantage l'activité économique et la demande globale des ménages. Tant que la production ne parvient pas à satisfaire la demande globale, le processus d'augmentation des prix persiste.

3. Inflation causée par l'augmentation des coûts de production

Lorsque les dépenses liées aux matières premières, aux taxes ou à l'énergie augmentent, cela exerce une pression sur les coûts de production des entreprises. De même, si les entreprises doivent augmenter les salaires pour attirer de nouveaux employés en raison d'une faible disponibilité sur le marché du travail, cela contribue à une augmentation des coûts. En réaction à ces pressions, et afin de maintenir leurs marges bénéficiaires, les entreprises sont incitées à relever leurs prix, déclenchant ainsi un premier épisode inflationniste. Cependant, si les salaires sont indexés sur l'inflation, la hausse des prix se répercute automatiquement sur les salaires, engendrant à son tour une nouvelle augmentation des prix. Ce processus crée un cercle vicieux inflationniste, similaire à celui observé dans les économies occidentales au milieu des années 1970 après le premier choc pétrolier, entraînant des taux d'inflation annuels dépassant les 10 %.

4. Inflation causée par la dépréciation de la monnaie

Lorsque le taux de change d'une monnaie (par exemple le FCFA) se déprécie par rapport au dollar et/ou aux autres principales devises de facturation du commerce mondial (essentiellement la livre sterling, le yen et l'euro), le coût des produits importés augmente. Ce renchérissement des importations se répercute dans tous les secteurs de l'économie et touche les ménages autant que les entreprises (inflation importée).

5. Inflation causée par l'augmentation de la masse monétaire en circulation

Pour certains économistes qualifiés de « monétaristes » l'inflation apparaît parce que le stock de monnaie circulant dans l'économie est trop important par rapport à la quantité de biens et services offerts. C'est donc un excès de création monétaire par les banques commerciales ou par le financement du déficit public par la banque centrale (ce que l'on dénomme souvent par l'expression « faire fonctionner la planche à billets ») qui est à l'origine de l'inflation.

6. Inflation causée par l'anticipation de l'inflation

Les agents économiques fonctionnent de façon prospective, prenant des mesures aujourd'hui par anticipation des événements auxquels ils s'attendent demain. Les changements des prix sont ainsi perçus comme des signaux indiquant ce qui se passera dans le futur, tout comme les personnes traitent une accumulation de nuages comme une prévision de pluie et sortent avec un parapluie.

Si les agents économiques, tels que les consommateurs et les entreprises, anticipent une augmentation future des prix, ils peuvent ajuster leurs comportements en conséquence. Par exemple, les consommateurs peuvent acheter des biens et services de manière anticipée, ce qui stimule la demande et contribue à l'inflation. Aussi, une entreprise vendant de la farine peut anticiper de très mauvaises récoltes de blé. Elle augmentera donc les prix de sa marchandise pour compenser la potentielle perte à venir.

7. Inflation causée par les tensions géopolitiques

Les conflits géopolitiques, les sanctions économiques et d'autres événements internationaux peuvent perturber les chaînes d'approvisionnement, entraînant des pénuries de biens et une augmentation des prix.

8. Inflation causée par les infrastructures et logistique

Les déficiences dans les infrastructures et la logistique peuvent entraîner des coûts de transport plus élevés et des retards dans la distribution, ce qui peut contribuer à la hausse des prix des biens.

9. Inflation causée par les conditions météorologiques ou climatiques

Les conditions météorologiques et climatiques extrêmes, telles que les sécheresses ou les inondations, peuvent avoir un impact sur la production agricole, entraînant des pénuries alimentaires et une augmentation des prix.

Annexe2 : Effets de l'inflation sur l'économie

L'inflation ne doit pas être systématiquement perçue comme néfaste. En réalité, une augmentation régulière mais modérée du niveau général des prix constitue l'objectif principal des politiques monétaires conduites par les gouvernements et les banques centrales. Toutefois, dans l'ensemble, l'inflation engendre des effets négatifs sur le pouvoir d'achat des ménages et sur le potentiel de croissance. Les conséquences de l'inflation sur une économie sont variées, et seuls quelques-uns des effets les plus fréquents sont abordés ici.

1. Diminution du pouvoir d'achat

L'inflation affecte négativement ceux qui perçoivent des revenus fixes tels que les pensions de retraite, les salaires, les loyers non indexés sur l'inflation, ainsi que les détenteurs de monnaie, y compris ceux qui thésaurisent. Une inflation se traduit directement par une diminution du pouvoir d'achat, car avec l'augmentation des prix, une somme d'argent constante permet d'acquérir moins de biens et de services. En conséquence, les consommateurs sont contraints de dépenser davantage pour les mêmes biens et services, réduisant ainsi leur pouvoir d'achat et leur capacité à acheter des articles supplémentaires. Par exemple, un panier de consommation évalué à 100 000 FCFA à la fin de 2020 coûte 116 662 FCFA à la fin de 2023. Face à cette situation, se pose la question de l'ajustement des salaires en fonction de l'inflation pour préserver le pouvoir d'achat. Il est crucial de noter que l'augmentation régulière des salaires peut entraîner des coûts de production dépassant les gains de productivité, contribuant ainsi à une inflation auto-entretenue. En d'autres termes, les revalorisations salariales, en faisant augmenter les coûts de production, incitent les entreprises à relever leurs prix, créant ainsi un cercle vicieux d'inflation et de hausses salariales. Cette dynamique risque de conduire à un déclin de la compétitivité, du commerce extérieur et de l'industrie. En effet, une inflation domestique peut rendre les produits importés moins chers que les produits nationaux, impactant ainsi les exportations. Il est donc impératif que l'augmentation des salaires soit alignée sur les gains de productivité et ne les dépasse pas, afin d'éviter la "boucle prix-salaires".

2. Stagflation

L'inflation peut provoquer la stagflation, caractérisée par une stagnation de la croissance économique, un taux de chômage élevé et une inflation persistante.

La stagflation peut également résulter d'une augmentation du prix des matières premières, comme l'augmentation des coûts de l'énergie, par exemple. Cette hausse accroît les coûts de production des entreprises qui, pour maintenir leurs marges, augmentent les prix des biens et services. Si cette situation persiste, elle peut entraîner une inflation durable et conduire à une diminution de la consommation.

3. Réduction de l'épargne

L'inflation pénalise l'épargne en entraînant une perte de valeur des sommes épargnées et en diminuant le taux de rendement. En effet, lorsque l'inflation augmente, les taux d'intérêt nominaux peuvent également augmenter, mais cela peut ne pas compenser entièrement la hausse des prix. Les taux d'intérêt réels (ajustés de l'inflation) peuvent rester bas ou même devenir négatifs, réduisant ainsi l'incitation à épargner. Les épargnants peuvent dès lors ajuster leur comportement financier en réduisant leur épargne en faveur d'autres formes d'investissement ou de dépenses.

4. Redistribution de richesse

L'impact de l'inflation peut varier selon les segments de la population. Les personnes percevant un revenu fixe, telles que les retraités, les rentiers et les salariés, peuvent constater une diminution de leur pouvoir d'achat, tandis que ceux qui détiennent des actifs réels tels que l'immobilier ou les actions peuvent profiter de la hausse de la valeur de leurs investissements.

5. Augmentation des coûts de production

L'inflation peut exercer une pression à la hausse sur différents aspects des coûts de production, notamment les matières premières et les salaires. De plus, si les taux d'intérêt augmentent dans le but de maîtriser l'inflation, les coûts liés à l'emprunt peuvent également croître. Les entreprises endettées peuvent ainsi se retrouver confrontées à des coûts d'emprunt plus élevés, entraînant une augmentation des charges financières.

Face à ce contexte inflationniste, les entreprises peuvent réagir en ajustant leurs marges bénéficiaires, en modifiant leurs prix de vente, en améliorant leur efficacité opérationnelle, ou en explorant des alternatives pour atténuer les impacts négatifs sur leurs coûts.

6. Perte de la compétitivité

La compétitivité économique d'un pays peut également être affectée, avec des répercussions sur le commerce extérieur, car une inflation domestique peut rendre les produits importés moins chers que les produits nationaux, impactant ainsi négativement la balance commerciale.

7. Instabilité économique

Des niveaux élevés ou instables d'inflation peuvent engendrer une incertitude économique, compliquant ainsi la planification à moyen et long termes pour les entreprises et les ménages. De plus, l'inflation peut avoir des répercussions sur la politique monétaire, notamment sur les décisions de la banque centrale en matière de taux d'intérêt. Pour contrer l'inflation, les banques centrales peuvent choisir d'augmenter les taux d'intérêt, mais cela peut également entraîner un ralentissement de la croissance économique et une hausse des coûts d'emprunt pour les entreprises et les ménages.

Annexe 3 : Quelques outils de lutte contre l'inflation

Pour contenir l'inflation et en fonction des causes identifiées, les Banques Centrales et les Gouvernements disposent de plusieurs outils, en particulier la politique monétaire, la politique budgétaire, la politique des revenus ou, enfin, la politique de concurrence. Tous ces outils peuvent toutefois avoir des effets négatifs sur l'environnement économique. Il est parfois délicat de trouver le juste équilibre entre maîtrise de l'inflation et soutien à la croissance économique.

1. Politique monétaire

Les banques centrales peuvent ajuster les taux d'intérêt pour influencer les coûts d'emprunt. Une hausse des taux d'intérêt rend les prêts plus coûteux, ce qui peut inciter les entreprises et les ménages à moins dépenser, réduire la demande et ainsi freiner l'inflation.

Toutefois, des taux d'intérêt trop élevés nuisent à la croissance en renchérissant l'accès à l'emprunt des entreprises et des ménages. Ils peuvent aussi faire baisser les prix des actifs financiers, décourageant les investisseurs et donc de nouveaux investissements.

2. Politique budgétaire

En réduisant les dépenses publiques ou en augmentant les impôts, les gouvernements peuvent réduire la demande globale et freiner ainsi l'inflation. Cette approche est également appelée « austérité ».

Des coupes drastiques dans les dépenses publiques ou une charge fiscale trop élevée peuvent également ralentir la croissance et accroître le chômage.

3. Politique salariale

Les gouvernements peuvent limiter les augmentations de salaires et les profits des entreprises afin de limiter les coûts de production et de stabiliser les prix. Cependant, des augmentations de salaire trop limitées (inférieures à l'inflation par exemple) érodent le pouvoir d'achat des ménages au détriment de la consommation.

4. Les réglementations

Le gouvernement peut imposer des plafonds sur les prix de certains biens et services afin de limiter la hausse des prix. Offrir des subventions sur certains produits peut atténuer les pressions inflationnistes.

Cependant, des prix trop réglementés peuvent faire chuter l'offre de certains produits voire entraîner une pénurie et encourager la création d'un marché noir.

5. Investissements dans la production alimentaire

Si l'inflation est liée à des problèmes d'approvisionnement alimentaire, les investissements dans l'agriculture et l'amélioration des chaînes d'approvisionnement peuvent contribuer à stabiliser les prix des denrées alimentaires.

6. Réformes structurelles

Des changements structurels dans l'économie, tels que l'amélioration des infrastructures, la réduction des barrières à la concurrence et l'augmentation de la productivité, peuvent contribuer à atténuer les pressions inflationnistes.

7. Stabilité politique et sécuritaire

Un environnement politique stable et sûr peut créer des conditions propices à l'investissement et à la production, contribuant à contenir l'inflation.

8. Investissements dans les infrastructures

Renforcer les infrastructures, notamment celles liées aux transports et à la logistique, peut améliorer l'efficacité des chaînes d'approvisionnement et contribuer à stabiliser les coûts de production.

9. Stimulation de la production locale

Encourager la production locale de biens et services peut aider à réduire la dépendance vis-à-vis des importations, ce qui peut contribuer à stabiliser les prix, en particulier dans le contexte de la hausse des prix des produits importés.

10. Dévaluation de la monnaie

La banque centrale peut dévaluer leur monnaie pour rendre leurs exportations plus compétitives et stimuler les exportations. Cela peut également augmenter le coût des importations, ce qui peut contribuer à réduire la demande globale.